

**Assemblée générale**

Distr. générale
7 octobre 2010
Français
Original : anglais

Soixante-cinquième session

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

**Lettre datée du 28 septembre 2010, adressée au Président
de l'Assemblée générale par le Représentant permanent
de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration écrite que la délégation de la République islamique d'Iran, exerçant son droit de réponse, présente en réaction aux observations faites par la Présidente de la République d'Argentine pendant le débat général de la soixante-cinquième session de l'Assemblée générale, le 24 septembre 2010 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 8 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Mohammad **Khazae**



**Annexe à la lettre datée du 28 septembre 2010
adressée au Président de l'Assemblée générale
par le Représentant permanent de la République
islamique d'Iran auprès de l'ONU**

Le vendredi 24 septembre 2010, la Présidente de la République d'Argentine a formulé une fois de plus des allégations sans fondement contre des ressortissants iraniens accusés d'avoir participé à l'attentat à la bombe commis en 1994 à Buenos Aires contre un immeuble appelé AMIA.

La délégation de la République islamique d'Iran regrette que des autorités argentines continuent de suivre la mauvaise voie en s'éloignant de la justice et en proférant des accusations sans fondements contre des ressortissants étrangers au lieu de conduire de véritables enquêtes et d'afficher la volonté politique de rechercher les véritables auteurs de ce crime haineux.

Nous tenons, à cet égard, à rappeler notre position concernant cette affaire, telle que nous l'avons exposée dans nos précédentes lettres datées du 28 septembre 2007, du 28 septembre 2008 et du 28 septembre 2009, qui ont été distribuées respectivement sous les cotes A/62/485, A/63/468 et A/64/481.

La République islamique d'Iran tient à rappeler ses vues, ainsi que les exigences juridiques qui s'imposent au Gouvernement argentin :

a) Le Gouvernement de la République islamique d'Iran s'est assuré qu'aucun citoyen iranien n'a été mêlé directement ou indirectement à l'attentat à la bombe contre l'immeuble AMIA. La République islamique d'Iran n'appuie pas une procédure arbitraire qui, à l'évidence, porte atteinte aux droits fondamentaux des personnes sur la base de leur nationalité et de leur religion, et qui, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, est conçue pour servir des objectifs politiques évidents plutôt que la manifestation de la vérité et la justice et qui repose sur des rapports mensongers émanant de tierces parties;

b) Le Gouvernement argentin est responsable au regard du droit international des violations massives du droit diplomatique, notamment l'écoute des communications de l'ambassade d'Iran à Buenos Aires. Il devrait veiller à ce que les personnes qui se sont livrées à ces actes illégaux en rendent compte et à empêcher la poursuite de telles activités;

c) Le Gouvernement argentin est tenu au regard du droit international de prendre des mesures pour protéger les droits des citoyens iraniens accusés sans preuves, ainsi que ceux des nombreuses personnes qui ont été arbitrairement arrêtées, persécutées et même torturées puis relâchées sans explication. La République islamique d'Iran se réserve le droit de prendre les mesures juridiques qui s'imposent pour rétablir ses citoyens dans leurs droits;

d) Le Gouvernement argentin est responsable des relations qu'il entretient avec des groupes terroristes, notamment le M.K.O. bien connu dont les activités terroristes ont fait des milliers de morts et de blessés parmi les civils iraniens innocents. Il est également responsable de l'appui financier qu'il apporte à ce groupe terroriste et au paiement de pots-de-vin en échange de faux témoignages contre des citoyens iraniens;

e) Le Gouvernement argentin est responsable de l'attaque terroriste qui a été menée en 1995 par un groupe terroriste en Argentine contre l'ancien chargé d'affaires iranien à Buenos Aires. Les autorités argentines auraient dû depuis longtemps identifier les auteurs et les commanditaires de cet attentat et les poursuivre en justice;

f) Tous les États, y compris la République islamique d'Iran, sont légalement tenus de protéger leurs ressortissants contre toute atteinte à leurs droits fondamentaux, quelles que soient leurs opinions politiques ou religieuses ou autres;

g) Nous engageons le Gouvernement argentin à cesser de ressasser les hypothèses et clichés vides de sens inventés dans les années 90 par une administration corrompue pour servir de couverture aux véritables auteurs de cet acte, et à enquêter sérieusement afin d'établir la vérité et d'empêcher la poursuite de la violation des droits fondamentaux de ces citoyens iraniens et de la discrimination contre la communauté musulmane qui continue à être isolée et à faire l'objet de discrimination sous couvert de lutte contre le terrorisme;

h) Il n'existe pas d'instrument contraignant de coopération judiciaire entre le Gouvernement de la République islamique d'Iran et le Gouvernement de la République d'Argentine pour intenter une action en justice à cet égard. En outre, le Gouvernement argentin a invariablement refusé de négocier un cadre juridique de coopération en matière judiciaire et insisté pour imposer des décisions unilatérales;

i) L'enquête criminelle sur cette affaire est totalement biaisée. Elle est dépourvue de tous les éléments essentiels qui permettent à la justice de trancher. De plus, les garanties d'une procédure régulière n'ont pas été dûment observées. Les autorités argentines n'ont pas été en mesure de produire des preuves, quelles qu'elles soient, attestant de la participation d'un ressortissant iranien dans ce crime, et à les communiquer pour examen au Gouvernement iranien dont elles ont pourtant sollicité la coopération judiciaire. Nous recommandons aux autorités argentines de réviser leur législation et leur réglementation relatives à la coopération judiciaire et à l'extradition, notamment la loi argentine de 1996 relative à la coopération judiciaire;

j) Cela étant, en l'absence d'un accord de coopération judiciaire entre les deux pays et tant que les autorités argentines refusent de négocier un tel instrument ou, au moins, de produire des preuves à l'appui de leurs accusations contre les citoyens iraniens, toute demande de coopération judiciaire sera considérée comme irrecevable;

k) Le Gouvernement de la République islamique d'Iran tient à rappeler une fois de plus que malgré tous les problèmes précités, il tient à conserver et à renforcer ses relations historiques avec la République d'Argentine et demeure prêt à ouvrir un dialogue constructif avec le Gouvernement argentin dans un esprit de respect mutuel afin de mieux comprendre les positions et demandes respectives des deux parties et de trouver des solutions viables aux incompréhensions dues à cette affaire.